



TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION LE 7 MARS !

Après les mobilisations contre la loi Travail El Khomri, les syndicats CGT, FO et SUD de la Santé et de l'Action Sociale ont continué leur combat contre la casse de l'Hôpital Public avec les lois Touraine et le plan de restructuration sans précédent qui frappe toute la Santé Publique. Ils ont décidé d'appeler à une manifestation nationale sur Paris.

Nous aussi, fonctionnaires territoriaux, fonctionnaires d'État, sommes concernés par les reculs successifs, imposés par ce gouvernement aux ordres du patronat qui cherche à détruire nos missions et nos statuts de fonctionnaires.

Depuis 2010, nous avons subi un gel total du point d'indice et une perte sèche de pouvoir d'achat pour tous les fonctionnaires. On nous a gratifié d'une aumône de 1,2 % du point d'indice pour tenter de désamorcer la révolte contre la loi travail.

Nous aussi nous subissons de plein fouet les suppressions et vacances d'emploi qui dégradent nos conditions de travail depuis des années : 1 630 en 2017 à la DGFIP, dont 32 sur la Seine-Saint-Denis. La situation est aggravée par : près de 200 emplois disparus depuis 2013, 10 % des effectifs manquants et cela sans compter les emplois vacants.

Nous aussi, comme l'ensemble des fonctionnaires, nous avons subi le protocole PPCR qui a rallongé notre carrière. De plus, les avancements en ancienneté dans le cadre de l'évaluation disparaissent grâce à ce protocole.

Nous aussi, nous sommes menacés par les nouveaux dispositifs indemnitaires des primes au mérite (RIFSEEP) définis individuellement dans le cadre des nouveaux dispositifs d'évaluation à partir de 2019 (2018 pour nos collègues géomètres).

Nous aussi nous allons être confrontés à la mise en place du Compte Personnel d'Activité (CPA) qui vise à individualiser nos droits pour mieux détruire nos statuts.

Sur ces sujets qui touchent l'ensemble de la Fonction Publique, nous appelons l'ensemble des agents à se mettre en grève et à participer à la manifestation parisienne ce 7 mars :

POUR LA DEFENSE DE LA SANTE ET DE L'HOPITAL PUBLIC

POUR LA DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE DE 1945

POUR L'ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI

POUR LE COMPLEMENT DES VACANCES D'EMPLOI

POUR LE RETRAIT DU PROTOCOLE PPCR

POUR LE RETRAIT DES DECRETS RIFSEEP ET DU CPA

MAINTIEN DU STATUT GENERAL ET DES STATUTS PARTICULIERS

ET NOUS N'OUBLIONS PAS LES MOIS DE COMBAT MENÉS :

POUR L'ABROGATION IMMEDIATE DE LA LOI TRAVAIL

GATTAZ / BERGER / HOLLANDE

DGFIP : LES RAISONS DE LA COLERE

Restructurations à tous les étages

Tout le réseau DGFIP est attaqué par le gouvernement : fermeture de trésoreries, regroupement de services, mise en place de center call et disparition du service public de proximité...

De plus, tous les moyens sont bons pour les gouvernants qui se succèdent depuis des années pour faire des économies sur le dos de la population en sabrant le service public que nous rendons à la population.

Sur le département, la DDFIP a été mise en échec sur la fermeture des trésoreries de La Courneuve et Bagnolet par la mobilisation de notre syndicat avec les élus.

Cependant, la DDFIP entend poursuivre sa politique de casse : fermeture de la trésorerie Aulnay impôts, fermeture de la trésorerie de Gagny, fermeture d'Aubervilliers Municipale, fermeture des parties recouvrement de l'impôt de Stains, Tremblay et Epinay.

Tout est bon pour faire des économies par les regroupements forcés : les fameuses mutualisations censées compenser les suppressions d'emploi. Ainsi, les populations les plus précarisées sont fragilisées. De même, ces restructurations poussent au départ du 93 des agents qui n'en peuvent plus de la dégradation des conditions de travail.

Tandis qu'en gestion publique, après les services Dépenses de l'État et de l'APHP, ce sont les services Dépenses de la Ville de Paris qui fusionnent avec les ordonnateurs au sein de service commun, liquidant de fait la séparation ordonnateur comptable et préparant les fusions des statuts au moins-disant.

Enfin, les directions départementales ne sont pas épargnées, avec les projets SIRHIUS visant à la disparition des services RH des DDFIP et la régionalisation progressive de nombreux services (dont les Domaines).

Prélèvement à la source : la loi du chaos

Pratiquant la politique de la terre brûlée avant son départ, Hollande et consorts tentent le passage en force sur le prélèvement à la source avant leur départ. Ainsi, le recouvrement de l'impôt sur le revenu disparaît du ressort des SIP pour être basculé sur des SIE exsangues. En plus de leurs tâches, les agents des SIE devraient relancer, taxer d'office et transmettre les modifications de taux d'imposition demandées par les redevables (obligatoirement effectuées sur impot.gouv bien évidemment !). De l'autre côté, les agents des SIP sont censés être **TOUS** formés avant la campagne IR de cette année pour expliquer des textes de loi incompréhensibles et bien loin d'être complets.. Il faut ajouter à cela, l'arrivée cet été, dans l'ensemble des foyers fiscaux de France, d'une jolie lettre explicative concernant des mécanismes que nous n'avons nous mêmes pas encore compris ! On imagine la folie dans tous les accueils que cela va générer.

Une seule issue : notre propre mobilisation

Nous étions plus de 25 % en grève le 15 novembre à l'appel de la CGT, Solidaires et Force Ouvrière (avec des pics à plus de 50 % dans certains départements) ! La volonté de combat des agents de notre administration est indiscutable, autant face aux remises en cause de nos statuts et que face à la casse de nos missions. Ne pouvant compter que sur nos propres forces, nous vous appelons à vous réunir en Assemblée Générale avec vos syndicats pour préparer cette grève pour la défense du service public, de nos statuts et de nos règles de gestion.

Arrêt des restructurations, retrait du prélèvement à la source

Défense de nos règles de gestion (mutation, carrière etc)

Défense de nos statuts particuliers

La solution est dans l'action

TOUS EN GREVE LE 7 MARS !